

nir de bien meilleurs résultats, et pour nous-mêmes et pour les pays récipiendaires si nous dépensions une somme d'argent équivalente pour la recherche, la démonstration et l'entraînement dans les pays comme l'Inde, de façon qu'ils puissent produire leurs propres denrées. Ainsi, peut-être ne serions nous plus obligés d'expédier des denrées à l'étranger, mais devrions-nous utiliser l'argent que nous procurerait leur vente pour compléter un programme qui, avec les années, permettrait à ces pays de se nourrir par eux-mêmes, ou de faire un plus grand effort pour se nourrir. Seriez-vous d'accord avec cela?

M. ANDERSON: Je crois qu'il y a place pour un programme d'aide à la nutrition. Mais l'aide la plus grande et la plus importante que nous pourrions donner, c'est l'assistance technique: envoyer des gens de la catégorie que vous avez mentionnée, en plus des énergies qui permettent aux pays en développement de rendre leur territoire plus productif. Il y a certainement place pour une aide à la nutrition. En premier lieu, sur une base d'urgence; et en second lieu, il a été prouvé que l'aide à la nutrition, soigneusement liée aux programmes de développement, peut vraiment aider à la mise en valeur du capital de ces pays; mais il faut que ce soit bien planifié.

Le sénateur McDONALD: Une autre question. Les gouvernements actuels de plusieurs pays surpeuplés du monde, dans des régions où il y a famine—je suppose que vous pourriez employer ce mot—se sont efforcés d'employer les ressources de leur pays, et, en maintes circonstances, de l'industrialiser. Malgré tout, pour plusieurs, la terre est leur plus riche ressource; mais ils n'ont pas suffisamment développé l'exploitation agricole de leurs terres. Il me semble qu'il est impossible d'industrialiser un pays si sa ressource première est la terre et que celle-ci ne puisse fournir assez de denrées. En Inde, par exemple, ils font de grands progrès dans la fabrication des automobiles; il me semble qu'ils feraient bien mieux de construire des pompes à irrigation. Ils pourraient fabriquer des automobiles après avoir démontré leur capacité de nourrir leurs ouvriers. Êtes-vous d'accord qu'il y a eu quelque mauvais aiguillage dans le développement de leurs ressources?

M. ANDERSON: Oui, je l'admets. J'ai essayé de souligner dans mon exposé que la raison pour laquelle ils n'étaient pas capables de produire suffisamment de denrées, c'est qu'ils n'ont pas compris que les pays développés du monde se sont d'abord préoccupés de l'agriculture, de sorte que la population était bien nourrie.

Le sénateur McDONALD: Mais sans cette base il est très difficile de développer autre chose, n'est-ce pas?

M. ANDERSON: Oui.

Le sénateur McDONALD: Spécialement dans un pays comme l'Inde. Par exemple, quelqu'un a mentionné le Japon. Le Japon et la Grande-Bretagne sont de fort bons exemples, où vous avez une île et peu de terre; mais tel n'est pas le cas de la plupart des pays sur peuplés et affamés dans le monde.

M. ANDERSON: Non.

Le sénateur McDONALD: Ils ont des terres, mais elles ne sont pas exploitées.

M. ANDERSON: Je suis d'accord.

Le sénateur McDONALD: Et cependant, plusieurs de ces pays font des plans et consacrent leurs efforts ultimes à réaliser des choses pour lesquelles ils ne sont pas naturellement équipés. N'y a-t-il pas un moyen, par l'entremise de l'aide à l'étranger, de les conseiller de développer d'abord leur agriculture, et de laisser tomber ces autres entreprises?

M. ANDERSON: Je dirais que les pays en voie de développement, ces dernières années, sont devenus plus soucieux de leur agriculture. Le dernier plan de cinq ans en Inde s'engage davantage dans le secteur de l'agriculture que les plans précédents.